

J'aurais souhaité que le Canada se démarque. Je constate que les présidents des banques du Canada, qui ne sont pourtant pas réputés être spécialement éclairés sur le plan social, commencent à s'inquiéter vivement de l'endettement du tiers monde. Pas plus tard que l'autre jour, dans un discours prononcé à Los Angeles, le président de la Banque royale du Canada a insisté pour que, lors de la réunion du Groupe des Sept qui doit avoir lieu à Toronto dans un mois environ, on accorde la priorité à la crise de l'endettement du tiers monde, endettement qui atteint le billion de dollars. Nous savons que le premier ministre (M. Mulroney) jouit de certains privilèges quant à l'établissement de l'ordre du jour de cette conférence.

● (1330)

[Français]

Monsieur le Président, j'aimerais fortement souhaiter que notre premier ministre inscrive à l'agenda la crise de la dette des pays sous-développés lors de la réunion des Sept qui aura lieu à Toronto dans quelques semaines.

Je note que M. Ritchie, qui est le président de la Banque de Nouvelle-Écosse, lui aussi fait la même demande, soit que la question de la crise de la dette du Tiers monde soit incluse dans l'agenda du Sommet économique.

[Traduction]

Je ne dirai jamais assez que les statistiques et les faits pointent tous dans la même direction. Le Fonds monétaire international doit absolument adopter une politique plus humaine et plus humanitaire. Il lui faut reconnaître qu'on ne peut pas saigner les pierres. La politique du FMI fait faire au Canada quelque chose qui ne serait jamais toléré ici. Nous disons à ces pays que peu importent la famine, la prostitution juvénile, l'éclatement des familles et les autres conséquences de la politique du FMI, ils devront faire cet effort s'ils veulent obtenir les fonds sans lesquels ils ne peuvent survivre. Certains de ces pays sont littéralement au bord de la faillite.

Le FMI doit adopter une politique plus humaine et plus humanitaire, comme il faudra le faire valoir au comité permanent des Finances lorsqu'il sera saisi de cette question. Mon parti et moi attendons du gouvernement des engagements beaucoup plus fermes que ceux qu'il nous a déjà servis. Nous comptons que le ministre des Finances (M. Wilson) et ses collègues exercent des pressions auprès du FMI, de la Banque mondiale, des Nations Unies, du Groupe des sept, de l'OCDE et de tous les organismes possibles, de sorte que le Canada devienne un chef de file du monde industriel pour l'établissement d'une politique humanitaire qui mette un terme au programme conservateur, cruel et répressif, des pays industrialisés que les Thatcher et Reagan imposent au FMI et que le Canada aide le FMI à imposer aux 120 pays où vit le gros de la population mondiale et où règne la misère, voire la famine, à cause de la politique économique du monde industrialisé.

*Accords de Bretton Woods—Loi*

**M. Manly:** Monsieur le Président, le journaliste américain Harry Golden a déjà dit que nous vivions tous sur la même boule de ficelles qui se croisent et s'entrecroisent. Je voudrais interroger le député sur un sujet qui le préoccupe beaucoup, soit le lien entre l'Accord de libre-échange et la question à l'étude, et je vais expliquer ce lien.

La limitation, les conditions très strictes imposées aux pays du tiers monde, découle en partie du fait que le FMI dispose d'un fonds commun limité. La Banque mondiale dispose également de ressources très limitées. Lorsque ces institutions ont été créées en vertu de l'accord de Bretton Woods à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis étaient le principal cotisant et ont donc joui du plus grand nombre de votes, puisque ceux-ci sont accordés en fonction de la contribution.

J'ai été très troublé de lire dans le rapport du Sénat sur la dette mondiale publié en avril dernier que les États-Unis s'opposent à toute augmentation de la capitalisation de ces institutions financières internationales, car autrement, ils devraient augmenter leur propre contribution. D'autre part, ils ne veulent pas perdre leur droit de veto quant à la manière dont ces fonds sont utilisés. En d'autres mots, les États-Unis ne sont pas prêts à faire leur part, tout en cherchant à en imposer.

Comment le député réagit-il à cette situation, étant donné que le Canada est sur le point de conclure un accord commercial avec les États-Unis? Le Canada et les États-Unis seront-ils sur un pied d'égalité lorsque nous éprouverons des difficultés et voudrons conclure quelque arrangement équitable?

**M. Cassidy:** Monsieur le Président, je crois que les bonnes clôtures font de bons voisins. Si un pays devient trop dépendant d'un autre pays, sa politique étrangère en souffre énormément. Quiconque a été aux Nations Unies a vu la manière dont certains pays de l'Amérique centrale et Israël, je le dis à regret, votent fidèlement avec les États-Unis, quelles que soient les exigences de ce pays à leur égard. Ils se sont montrés très dociles. Je ne voudrais pas que le Canada en vienne à agir ainsi ni au FMI ni ailleurs.

Vous vous rappelez sans doute, monsieur le Président, que le secrétaire au Trésor américain, M. James Baker, avait proposé, il y a quelques années, de faire davantage pour les pays endettés. Mais le directeur du Fonds monétaire international a reconnu son impuissance lorsqu'il a dit: «Nous n'avons pas le choix des mesures. Nous ne pouvons pas faire autrement, car ce sont les pays industrialisés qui établissent la ligne de conduite de notre institution». Comme le rappelle mon collègue de Cowichan-Malahat-Les îles (M. Manly), les États-Unis suivent une politique du chacun pour soi au FMI. Ils refusent de majorer les quotas pour ne pas avoir à contribuer davantage. Or, les États-Unis arrivent au vingtième rang parmi les principaux pays industrialisés pour le pourcentage du PNB consacré à l'aide au développement. C'est la moitié de l'effort du Canada et je les soupçonne d'agir davantage par idéologie que pour des considérations humanitaires.